

L'envers de la tech

Les Pérégrines : un mot au féminin pluriel pour évoquer nos féminismes ; un nom en hommage au roman éponyme de Jeanne Bourin, grand-mère et figure d'inspiration d'Aude Chevrillon, la directrice de la maison.

Notre ambition : vous proposer un voyage intellectuel en publiant des textes toujours pertinents, souvent impertinents, qui, par des voix fortes et hardies, des plumes belles et singulières, observent le monde par différentes fenêtres, nous amènent à faire un pas de côté, nous poussent à mieux appréhender l'autre, l'étrangeté, la diversité, nous livrent des trajectoires inspirantes pour dessiner une société plus humaine.

Couverture : Élodie Campo

Mise en page : Audrey Desanti

© Éditions Les Pérégrines, 2025

Tous droits réservés

Éditions Les Pérégrines

21 rue Trousseau, 75011 Paris

www.editionslesperegrines.fr

Mathilde Saliou

L'envers de la tech

Ce que le numérique fait au monde



Éditions Les Pérégrines

De la même autrice

Technoféminisme. Comment le numérique aggrave les inégalités, Grasset,
2023

« Agis en ton lieu, pense avec le monde »
Édouard Glissant

Dernier selfie avant la fin du monde

Les keynotes de Steve Jobs ont rythmé les années 2000. J'ai le souvenir net de cet ami qui, dans les jours suivant chacun de ces shows californiens, débarquait en déclarant avoir acheté le dernier smartphone d'Apple. Plus précisément, j'ai le souvenir d'un verre, pris avec lui et d'autres ami-es, dans une brasserie parisienne aux sièges en skaï craqué et aux murs orangés. Quand il avait sorti son téléphone neuf, tout fier, j'avais lancé un « encore ? » si sonore qu'il résonne encore dans mon crâne. Une telle réaction a ses explications : je l'avais déjà vu brandir un iPhone 3G en 2008, un iPhone 4 en 2010 et, en 2011, l'iPhone 4S qui donnait pour la première fois accès à Siri, l'assistant « intelligent » d'Apple. Si cette scène me reste en tête, c'est grâce au souvenir du mélange d'émotions qu'elle a créé chez moi : jalousie (où trouvait-il les moyens de s'acheter, chaque fois, ce téléphone si cher ?), incompréhension (le dernier téléphone était-il déjà hors service ?), incrédulité (ses parents ou toute autre figure d'autorité autour de lui l'avaient-ils réellement laissé opérer cet achat extravagant ?). Et puis la honte d'avoir laissé les trois précédentes disparaître dans

mon exclamation outrée. Toujours très efficace pour fixer les souvenirs, la honte.

Une autre réminiscence de mon adolescence concerne les publicités d'un grand opérateur français qui, vantant son système de cumul de points de fidélité, offrait la possibilité de changer de portable pour une bouchée de pain chaque fois ou presque qu'un nouveau modèle sortait. Au fil des ans, mes camarades et moi suivions le rythme. J'en avais d'autant plus l'utilité que je perdais ou cassais un nombre inavouable de ces bijoux de technologie, l'un d'entre eux ayant même profité d'une ivresse étudiante pour apprendre à nager dans la cuvette des WC.

À aucun moment je ne m'interrogeais franchement sur les conditions de fabrication de ces objets fantastiques. Certes, j'étais jalouse de mon copain fan d'Apple, certes, j'étais consciente du gâchis inconsidéré que représentait cette consommation irréfrénée d'outils numériques. De nouveaux smartphones apparaissaient chez moi ou dans les mains de mes proches parce qu'il était possible de les obtenir pour pas cher, non parce que les précédents étaient abîmés. Mais quelle différence, au fond, avec les jouets que j'avais reçus plus jeune, ravie, à mes anniversaires, pour les oublier quelques semaines après ? Quelle différence avec les trajets en avion que je collectionnais pour aller passer une semaine à Berlin ou un week-end à Naples ? Consommer, accumuler, collectionner les voyages comme des cartes Pokémon, et faire savoir le tout, via ces smartphones qui devenaient plus puissants à chaque évolution, sur les réseaux sociaux qui se multipliaient sur leurs écrans miroirs... N'était-ce pas exactement ce à quoi nous enjoignait la société dans laquelle nous vivions ?

*

«Le changement climatique se manifestera sous la forme d'une série de catastrophes vues par des smartphones dont les images se rapprocheront de plus en plus de l'endroit où vous vivez, jusqu'à ce que ce soit vous qui les filmiez.» En janvier 2025, Los Angeles brûle sous les flammes des wild-fires, et cette phrase rebondit sur les plateformes qui, depuis cette époque, se sont multipliées.

En quatre jours, plus de 140 kilomètres carrés de la ville du Sud de la Californie sont partis en fumée. En cause: la pénurie d'eau, le réchauffement climatique. Au cours des six mois précédents, la Californie a connu si peu de précipitations qu'un tiers de son territoire est en état de sécheresse. La situation est aggravée par les vents particulièrement violents qui s'abattent sur la région. Avec des pointes à 160 km/h, un record depuis quatorze ans, les rafales fragilisent la végétation et attisent les flammes destructrices.

Une industrie – dont le berceau se situe non loin de là, à quelques heures de route en direction du nord-ouest –, a souvent été présentée comme le bouclier providentiel qui serait donné à l'humanité pour lutter contre ces catastrophes. Grâce à ses innovations, grâce aux solutions ingénieuses qu'elle créerait, elle permettrait de pallier les effets néfastes des activités humaines sur la planète, de guérir quantité de maladies, voire de mettre fin à la pauvreté, si on lui en donnait les moyens. Cette industrie, c'est celle du numérique. Il faut dire que la Californie collectionne les mythes. À Los Angeles, Hollywood et les stars de cinéma. Près de San Francisco, la Silicon Valley et les stars de la tech.

*

La conscience du changement climatique ne date pas d'hier. En 1972, les conclusions du rapport *Les limites de*

la croissance, aussi connu sous le nom de rapport Meadows, étaient on ne peut plus claires : « Si les tendances actuelles de croissance de la population mondiale, de l'industrialisation, de la pollution, de la production alimentaire et d'épuisement des ressources continuent sans modification, les limites de la croissance sur notre planète seront atteintes dans les cent prochaines années. Le résultat le plus probable sera un déclin relativement rapide et incontrôlable de la population et de la production industrielle¹. »

Produit par l'informaticien Jay Wright Forrester, la scientifique environnementale Donella Meadows et le professeur au Massachusetts Institute of Technology (MIT) Dennis Meadows, le document provoque à sa publication d'intenses débats. Commandé par le Club de Rome, un think tank réunissant scientifiques, économistes, fonctionnaires internationaux et industriels de cinquante-deux pays, le rapport Meadows devait éclairer la prise de décisions, tant dans le champ académique que dans celui des affaires. Mais sous le coup de la crise économique provoquée par le choc pétrolier de 1973 et du rejet de ses conclusions par une partie des économistes et des industriels², les alertes formulées à l'époque ont globalement été ignorées. En 1992, l'actualisation du rapport – qui appelle toujours à la maîtrise de la croissance – passe quasiment inaperçue. Elle est, du moins, très peu débattue. L'année 1992, c'est aussi celle de l'adoption de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) par cent cinquante-quatre pays à Rio de Janeiro, à l'occasion du Sommet de la Terre. Entre autres mécanismes, le texte impulsa la création de la Conference of the parties (COP) : chaque année, depuis 1995, les signataires de la CCNUCC se réunissent à Kyoto (1997), à Nairobi (2007), à Lima (2014) ou encore à Paris (2015)

pour revoir les objectifs et les moyens de lutte contre le dépassement des limites planétaires.

Il se trouve que je suis née cette année-là. Depuis ma naissance, théoriquement, la majorité des pays de la planète travaillent donc à lutter contre le changement climatique. Dans la pratique, que l'on observe les tendances depuis 1972 ou depuis 1992, la consommation de tous les types d'énergie n'a jamais cessé d'augmenter, poussant mécaniquement à la hausse les émissions de gaz à effet de serre – à l'exception notable de coûts de frein en 2008, en pleine crise économique, et en 2020, sous l'effet de la pandémie de Covid-19. Sur le papier, les énergies renouvelables ou le nucléaire peuvent sembler aptes à enrayer le réchauffement de notre atmosphère, mais dans la réalité, chaque supposée transition se traduit par une addition de production d'énergie, si bien que les produits pétroliers, le charbon et le gaz naturel comptaient toujours pour 80 % du mix énergétique mondial en 2021³. Surtout, au cours des trente dernières années, ni nos activités industrielles, ni nos logiques de surconsommation n'ont montré le moindre signe de faiblesse. Au contraire, aidés par la dérégulation des marchés, nos usages et nos modes de déplacements coûteux pour l'environnement n'ont fait que se multiplier. Ainsi de l'aviation, dont la part dans les émissions anthropiques (c'est-à-dire dues à l'activité humaine) mondiales de CO₂ ne fait qu'augmenter, de la multiplication des SUV, deuxième cause de l'augmentation mondiale des émissions de CO₂, ou de la fast fashion, dont le lavage entraîne l'accumulation de plus d'un demi-million de tonnes de microplastiques dans les océans chaque année. Au milieu de ces mouvements, un nouveau monde a émergé : celui du numérique, qui venait dédoubler de nombres et de données la majeure partie de nos occupations.

La promesse était belle : en nous connectant toutes et tous, en se glissant dans nos poches, l'industrie technologique allait simplifier nos interactions, fluidifier nos déplacements, faciliter notre rapport aux choses et au monde. Tout serait à portée de main : la connaissance, les divertissements, les biens et services du quotidien ; nous nous retrouverions propulsés dans un monde virtuel, une quatrième dimension sans friction, où jouer, se rencontrer en passant outre la barrière géographique, apprendre, acheter. Ce serait magique. Nous y avons cru, un temps.

Le problème de la magie, c'est qu'elle fonctionne à partir d'artifices, c'est-à-dire, si j'en crois le *Larousse*, de « moyens habiles visant à cacher la vérité, à tromper sur la réalité ». En fabriquant de beaux outils au design soigné et à l'expérience utilisateur parfaitement millimétrée, la tech masque la surveillance d'ampleur, la manipulation des discours et la destruction du droit du travail que nombre de ses projets entraînent. Le tour le plus réussi de l'industrie technologique est d'avoir fait accepter dans l'esprit commun qu'Internet – que le numérique dans son entier –, était éthéré. Dématérialisé. Agent de rapidité des échanges, de fluidification des transferts de services et de marchandises, via le cloud, le nuage. On croirait entendre Bruce Lee. *Be water, my friend*. Le numérique serait flux, comme l'eau qui désaltère, adaptable, sans conséquence néfaste sur la planète et l'environnement dans lequel ses activités prolifèrent. Mieux : au fil des années 2010, l'industrie a endossé des atours de sauveuse que les scandales de la décennie – affaires Snowden, Cambridge Analytica, Uber files – auraient dû lui faire perdre. La tech, nous a-t-on dit, allait tout changer. Grâce à elle, tous les problèmes dont l'origine humaine fait consensus auprès de la communauté scientifique seraient résolus. Pour opérer la transition écologique qui nous permettrait de

préserver l'écosystème dont nous, humains, avons besoin pour vivre, la transformation numérique était nécessaire.

C'est pourtant méconnaître le cycle de l'eau que considérer les nuages sans impact sur le sol qu'ils ombragent, sur les terres qu'ils arrosent, sur l'électricité qu'ils amassent puis déchargent dans l'air. Mais l'image du cloud a eu cet effet puissant de détourner l'immense majorité des usagers et usagères des conséquences concrètes de la fabrication et de l'utilisation des nouvelles technologies. L'empreinte environnementale du numérique n'a pourtant rien de négligeable : en 2022, la consommation de biens et services numériques en France représentait 11 % de la consommation électrique de l'Hexagone et 4,4 % de l'empreinte carbone du pays⁴, soit presque autant que les émissions totales du secteur des poids lourds – dont la croissance est alimentée par l'économie de la livraison, elle-même amplifiée par le numérique. En 2021, la tech était responsable de 3,5 % des émissions de gaz à effet de serre⁵, une part que le Shift Project craignait de voir doubler pour 2025, et ce alors que le boom de l'intelligence artificielle générative, très consommatrice en eau et en énergie⁶, n'avait même pas commencé. Alors qu'en 2023 l'humanité avait déjà dépassé six des neuf limites planétaires⁷, le numérique participe à plusieurs de ces dynamiques en épuisant les ressources abiotiques (minéraux et métaux), en participant à la bétonisation des sols (pour construire les entrepôts qui hébergeront data centers et produits achetés en ligne), ou encore en accentuant la pression sur l'accès à l'eau (pour refroidir les serveurs).

Outre ses propres impacts sur l'environnement, il faut envisager le caractère ubiquitaire du numérique. La tech sert à tout, dans toutes les industries, elle fluidifie la circulation d'informations, de publicités, de transactions. Ce faisant, elle participe allègrement à la fuite en avant vers plus d'extraction